

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 12 février 2018

Unifions nos colères

#BalanceTonHosto

Après les minables 50 millions d'euros annoncés par la ministre pour les EHPAD (moins d'un tiers d'emploi par EHPAD !) la colère des personnels ne retombe pas. Après la journée nationale de grève bien réussie du 30 janvier, une nouvelle est appelée pour le 15 mars. Même le président de la Fédération Hospitalière de France (les directeurs d'hôpitaux) prévient que « l'hôpital est à l'os », en burn-out. D'ailleurs le hashtag #BalanceTonHosto fait un tabac.

Les grèves se multiplient à Toulouse, Lyon, Amiens et ailleurs. Des hospitaliers ont rejoint les manifestants des EHPAD le 30 janvier : dans tout le secteur de la santé, le personnel n'en peut plus et exige des embauches. Le premier ministre doit présenter ce mardi 13 février un « plan de transformation de l'offre de soins ». Mais qu'attendre d'un gouvernement qui augmente de 1,7 milliard d'euros par an le budget de l'armée en précisant que cet argent sera pris sur d'autres budgets de l'État ?

#BalanceTonPatron

Les plans de licenciements chez Pimkie, Carrefour ou ailleurs ne passent pas. Après les agents de nettoyage d'ONET dans les gares du Nord de Paris, ce sont les femmes de chambre et les plongeurs de l'hôtel Holiday Inn de Clichy qui ont gagné leur lutte. Chez Air France l'ensemble des syndicats appellent à la grève le 22 février sur les salaires...

#BalanceTonMinistre

Les profs des lycées et des universités refusent de faire le sale boulot de sélection des bacheliers qu'on leur propose avec le logiciel Parcoursup.

Leur colère rejoint bien sûr celle des étudiants et des lycéens qui depuis le 1^{er} février ont commencé à se mobiliser contre ces réformes (Lycée, Bac, Université) dont le seul but est de faire des économies en fermant encore plus les portes du supérieur aux élèves des couches populaires.

Salariés du public, du privé, usagers, tous attaqués

Le gouvernement s'en prend à tous les services publics. Ainsi dans l'Aisne, en Thiérache, le seul service public qui reste est un camping-car passant une fois par mois dans chaque village d'une communauté de communes ! Mais cette désertification touche aussi bien des zones rurales que des quartiers populaires.

Sous prétexte de rentabilité, on regroupe, on ferme des hôpitaux, des écoles, des bureaux de poste, des trésoreries, des antennes de la CAF... La création de sites internet sert de prétexte pour fermer les accueils. Et dans ce climat le gouvernement a lancé le 1^{er} février une attaque sans précédent contre les fonctionnaires : hormis l'armée et la police, les budgets vont fondre : l'objectif est de supprimer 120 000 fonctionnaires d'ici 2022 et de généraliser l'emploi de contractuels, qui sont déjà 940 000, eux qui n'ont même pas les droits des salariés du privé et sont jetables à la première occasion. Il s'en prend également aux maigres protections offertes par le statut de fonctionnaire, entre autres par le projet d'un « plan de départs volontaires », c'est-à-dire de plans de licenciements déguisés, comme dans le privé. Les dirigeants des syndicats de fonctionnaires, choqués de ne pas avoir été consultés avant l'annonce du gouvernement, ont protesté sur la méthode, mais la plupart vont quand même participer au « dialogue social » avec lui. Et l'appel à la grève par 7 des 9 fédérations de fonctionnaires n'est que pour le 22 mars...

Le choc en retour, comme en 68 ?

Macron se prend pour le DRH du trust France et distribue des milliards à ses riches actionnaires sous forme de déduction d'impôts. Il avance au pas de charge... appliquant la « stratégie du choc ». Mais attention au choc en retour : aux salariés et aux jeunes de passer du mécontentement général à la riposte générale, comme il y a 50 ans, en mai 68.

Pour 400 euros d'augmentation minimum !

Les négociations salariales se terminent jeudi prochain, la direction s'apprête à lâcher une aumône comme les années précédentes. Pourtant selon la CGT Sochaux, augmenter nos salaires de 400 € nets mensuels ne représenterait que 249,6 millions d'euros pour l'année 2018 pour les 48 000 salariés de PSA en France. C'est-à-dire pas grand-chose sur les 1,2 milliards de profit réalisés les 6 premiers mois de 2017.

Alors réclamons notre dû : débrayons en masse, mercredi prochain à Poissy comme sur d'autres usines du groupe.

Des voitures, coûte que coûte

Mardi la préfecture de Police avait alerté dès 13h du danger de la route, interdisant les poids lourds. La direction n'en a tenu compte qu'en fin de journée. Vendredi matin même chose, la préfecture donne l'alerte verglas et neige dès 9h30, les cars sont donc annulés mais la direction fait travailler jusqu'à 12h.

Dans les deux cas il n'y avait plus de cars en fin d'équipe et les retours ont été catastrophiques pour beaucoup. Pour la direction, la préfecture de Police c'est utile pour faire intervenir les flics contre une manifestation de sous-traitant comme GM&S devant l'usine, mais pas pour la sécurité routière des salariés.

PSA Poissy : microclimat

À PSA Saint-Ouen, mardi dernier, à cause de la neige, les salariés ont été autorisés à quitter l'usine à 15h. À Renault Flins à 15 h également, leur direction a permis les départs et a annulé le travail de nuit, elle a même mis à disposition des voitures et taxis pour les salariés CDI et intérimaires qui n'avaient plus de transport en commun.

Ici, nous n'avons été libérés qu'à 19h15, certains ne sont arrivés chez eux qu'après 4h du matin. La direction a fourni des tickets de train à certains, mais il n'y a avait parfois plus de train. Par contre, pour programmer des heures sup, la direction a réagi au quart de tour.

On a risqué l'accident de la route...

Mardi soir, Montage B2, il manquait environ 30 % des effectifs de nuit. Sur certains tronçons, il fallait un ouvrier pour deux postes. Donc avec des arrêts de chaîne en conséquence. Tout ça pour faire 130 véhicules et, pour finir, sans pare-choc avant.

Nous faire risquer notre vie pour produire trois fois rien était irresponsable. La direction aurait dû annuler et payer les journées de mardi et de mercredi.

... Pour rien

Le lendemain, en équipe C, on a fait 300 bagnoles. Mais cette fois-ci sans pare-choc arrière, et la moitié avec des roues de secours : plus de jantes, ou pas de

roues. Pour la direction il fallait que ça roule, même avec des galettes : aux retoucheurs de trouver la fève !

430 voitures en 2 jours, presque toutes à envoyer à la Retouche. Les ouvriers sont venus 2 nuits pour faire la production d'une seule... Tout ça pour des voitures qui ne sont pas vendables.

La direction ferait mieux de balayer devant sa porte

La direction nous soûle avec la sécurité, les bouchons d'oreille, tenir la rampe, etc. Mais la direction n'a fait que le minimum pour le déneigement et le gel. Même l'accès à la porte de Poissy n'était ni raclé ni salé. Les parkings et trottoirs étaient de vraies patinoires pendant plusieurs jours. Résultat : au moins 5 personnes ont fait des chutes et ont terminé à l'infirmerie par la faute de la direction.

La peur peut aussi changer de camp

Mercredi dernier, Montage B2, à MV3 et MV4, équipe C, la direction a annoncé que 2 dimanches en partie gratuits (les 11 et 18) seraient travaillés et deux rallongements de séance entre les deux (en H+ gratuite). Tout ça, sur décision d'un CE extraordinaire le matin qui s'est déroulé... sans élus.

Une vingtaine d'ouvriers se sont énervés. Le RG est intervenu : 10 minutes d'arrêts de chaîne pour écouter ses explications. Il a dit que le 1^{er} dimanche serait payé, le délai de prévenance d'une semaine n'ayant pas été respecté. Si les ouvriers n'avaient pas rôlé, la direction se serait assise sur le délai.

Le lendemain la direction annonçait que le dimanche 18 serait payé aussi. Depuis, la direction a annulé la séance du 11. Comme quoi, des ouvriers déterminés obtiennent en 10 minutes le paiement des dimanches... ou leur annulation ?

Le chacun pour soi : une impasse

À la Peinture, les attaques se précisent. La direction s'apprête à supprimer des postes de peintres, de caristes, de conducteurs d'installation à la Centrale, de salariés à la Qualité... tout cela avec une baisse radicale des effectifs sur les lignes. Ouvriers professionnels ou non, à la Peinture comme ailleurs, la direction voudrait nous diviser. Mais nous avons tous le même intérêt : nous unir pour revendiquer le maintien de tous les postes et exiger un allègement des tâches.

Manipulations sur notre santé

Au Montage B2 Train Arrière, là où sont postés des intérimaires nouvellement arrivés, des manipulateurs sont en panne dans les 3 équipes.

Les ouvriers sont obligés de travailler à la main. Or sans manipulateur ça va plus vite, l'appareillage ne tient pas la cadence. La direction ne voit donc pas de raison de le faire réparer. Elle nous ferait travailler la tête en bas si elle pensait pouvoir gagner de l'argent.